

Le PCUS, de Lénine à Gorbatchev

B.8

par Jean-François Soulet

Reconnu constitutionnellement comme « la force qui dirige et oriente la société soviétique » et « le noyau de son système politique, des organismes d'Etat et des organisations sociales » (article 6), le PCUS porte une responsabilité capitale dans tous les événements qui ont marqué l'histoire de l'Union soviétique de 1917 à 1991, des plus fondateurs (comme la proclamation du communisme) aux plus funestes (goulag, impérialisme interne et externe, putsch de 1991...).

Dès les premiers débats qui, de 1902 à 1905, ont entouré la naissance du Parti communiste, Lénine devait – parfois non sans mal – imposer ses conceptions sur l'objet et la nature de la nouvelle organisation. Pour lui, la seule voie possible était de mettre en place un parti formé de révolutionnaires professionnels et étroitement centralisé. Il souhaitait la concentration de toutes les fonctions entre les mains du plus petit nombre possible de militants. L'application rigoureuse de ces principes permit aux bolcheviks de s'emparer du pouvoir en octobre 1917 et de tenter, dans l'agrarie et quasi féodale Russie, la première révolution socialiste.

La révolution faite, Lénine maintient ses conceptions initiales. Le Parti communiste panrusse (bolchevique) – dénomination officielle de l'organisation à partir de mars 1918 – bien que ses effectifs soient passés de deux cent trente mille à trois cent quatre-vingt-dix mille, n'est pas une organisation de masse. Le nouveau parti s'affirme comme le « détachement de l'avant-garde de la classe ouvrière ». D'ores et déjà, on lui reconnaît une prééminence absolue sur les autres organisations, en le citant comme « la forme suprême d'organisation du prolétariat » et en lui confiant la responsabilité totale de l'édification du socialisme. Lénine écrivait déjà en

1902 que, sans lui, « le prolétariat livré à lui-même ne peut conduire qu'à la conscience trade-unio-niste »... D'ores et déjà, le parti est régi par le « centralisme démocratique », qui, dans la pratique, revient à imposer à la base les décisions prises au sommet.

Si, au sein du nouveau parti, des avis contradictoires sont encore acceptés – jusqu'en 1921, – par contre une intolérance totale se développe très tôt à l'égard des autres tendances politiques. L'Assemblée constituante, élue en novembre 1918, est abolie parce qu'elle ne donne que 24 % des voix et 168 sièges sur 419 aux bolcheviks ! Le parti accepte la création d'une police – la Tcheka – qui pourchasse non seulement les contre-révolutionnaires, mais aussi les mencheviks, les sociaux-démocrates et les bolcheviks déviationnistes, ainsi que la mise en place, en avril 1919, de camps de travail. Incontestable fer de lance de la révolution d'Octobre, le parti bolchevique a, d'une manière tout aussi incontestable, transformé aussitôt le nouveau régime en système totalitaire.

Un instrument de la dictature

Entré au bureau politique du parti dès octobre 1917, nommé peu après commissaire aux nationalités, Staline parvient à se faire désigner secrétaire général du comité central en avril 1922. Dès lors, en moins de sept ans, jouant sur les rivalités internes et fort peu gêné par les scrupules, il écarte toutes les personnalités marquantes du Parti (Trotski, Zinoviev, Kamenev...) et fait de celui-ci, au tournant des années 20 et 30, l'instrument de sa dictature personnelle.

Maniant tour à tour la terreur (exils forcés, emprisonnements, exécutions...) de la quasi-totalité des vieux bolcheviks et les privilèges (distribués aux « spécialistes » dont le besoin se fait de plus en plus sentir après le lancement du premier plan quinquennal, 1928), il reconstitue le parti à sa manière, le peuplant massivement (les effectifs passent de 914 300 en 1928 à 2 490 400 en 1941, et à 5 853 200 en 1952) de militants bien différents de ceux de la première génération sans passé révolutionnaire, dotés d'une culture marxiste sommaire, mais acquis inconditionnellement au « Petit Père des peuples », et avides de grossir les rangs toujours plus serrés d'une tentaculaire bureaucratie.

Par ses purges, ses « réorganisations » et la terreur, Staline réussit à modeler un nouveau parti ; mais ne nous y trompons pas, ce parti – devenu Parti communiste de l'Union soviétique en 1952 – a perdu le pouvoir, son influence est réduite au minimum. Toutes les instances essentielles sont « doublées » par des équipes personnelles du dictateur. Lui seul : décide et dirige le pays. Le parti

est devenu un paravent.

Dans ces conditions, la disparition de Staline ne donna pas seulement espoir à la société civile – terrorisée et bâillonnée – mais aussi, on l'oublie parfois, au Parti communiste lui-même. Khrouchtchev le comprit et joua à fond cette carte.

L'échec de Khrouchtchev

Rejetant la conception stalinienne qui avait fait du parti une simple machine à enregistrer les ordres du maître, repoussant aussi l'idée d'un retour pur et simple à un parti tout-puissant du type de l'organisation bolchevique au lendemain de la révolution d'Octobre, il semble avoir été à la recherche d'une voie nouvelle, ou en tout cas d'un nouvel équilibre entre le parti, l'Etat et la société.

Dans un premier temps, il s'efforça de rendre au parti ses principales prérogatives et s'employa à en ranimer les grands organes (Politburo, comité central, congrès) en les convoquant régulièrement et en cherchant leur appui. Ce fut devant les membres du vingtième congrès qu'en 1956 se déroula la grand-messe de la déstalinisation. Ce fut devant le comité central qu'en 1957 Khrouchtchev, attaqué et menacé, vint chercher un appui.

Mais le projet khrouchtchevien allait bien au-delà d'une restauration des pouvoirs. Il tendait à rénover le parti en profondeur et à redéployer ses responsabilités. Par des mesures drastiques – qui lui valurent l'hostilité générale des apparatchiks et contribuèrent certainement beaucoup à son éviction finale, – il osa s'attaquer de front à la bureaucratie du parti, et imposa, en octobre 1961, pour chaque élection, le renouvellement d'un tiers des membres. Il rognait les privilèges matériels de la Nomenklatura, tenta de casser les féodalités (division, en novembre 1962, de la bureaucratie en deux secteurs économiques indépendants) et annonça une redistribution des rôles dans le sens d'un glissement de certains pouvoirs du Parti vers l'Etat et les organisations sociales.

Brejnev : la belle époque

Brouillon et maladroit, il ne put s'avancer très loin, victime du flot furieux de la démocratie. Mais, sans aucun doute, l'homme avait eu l'intuition d'un système différent. Si son élection aux fonctions de secrétaire général avait prouvé qu'il existait au sein du PCUS un courant favorable aux réformes, son éviction brutale démontra que la majorité du même parti était hostile à toute remise en cause de la répartition des pouvoirs et des privilèges, et prête à prendre le risque (mortel à moyen terme) de s'orienter vers un immobilisme quasi total.

La période Brejnev (1964-1982)

fut pour les apparatchiks, si ce n'est pour l'ensemble du Parti – beaucoup plus composite qu'on ne l'imaginait souvent en Occident, – une belle époque. La caste bureaucratique fut largement confortée par la nouvelle équipe dans ses prérogatives et dans ses privilèges. Les effectifs, qui s'étaient accrues considérablement depuis le début des années 60, ne cessèrent de progresser, passant de 11 022 369 en 1964 à 18 117 903 en 1983, soit une hausse de 64 %, alors que, pendant la même période, la population totale de l'URSS n'augmentait que du quart environ. Ce gonflement ne devait pas se traduire par une amélioration de la représentativité de la population au sein du Parti. La part des paysans, des femmes et des nationalités non slaves demeura faible tandis que l'on observait une augmentation sensible de la proportion des diplômés de l'enseignement supérieur et des Jeunesses communistes.

Idéologiquement mieux formés et professionnellement mieux armés, les militants, surtout les cadres, devinrent l'objet de toute la sollicitude de l'équipe Brejnev. A l'insécurité des carrières, qui était la règle aux époques précédentes, fit place l'assurance pour les élites communistes de conserver leurs fonctions et de progresser à l'ancienneté, sans être victimes d'à-coups arbitraires ou jugés tels. Cette stabilité des situations était particulièrement remarquable dans la République russe, ainsi que chez les plus hauts responsables : dirigeants des appareils régionaux, membres du comité central et du politburo. La perméabilité entre ces trois derniers niveaux de pouvoir et leur solidarité apparaissent comme les principales clés du système Brejnev.

Dotés de nombreux avantages, assurés de la sécurité de leur emploi, disposant souvent de responsabilités administratives ou économiques importantes, ces apparatchiks de la période Brejnev ne participent pas pour autant aux décisions politiques majeures. A la différence de ce qui s'était passé sous Khrouchtchev, les membres du comité central se bornent à se réunir deux ou trois fois par an, en sessions très brèves, afin d'applaudir interminablement les discours des grands leaders. Pour rencontrer les véritables détenteurs du pouvoir, il faut atteindre l'extrême sommet du parti où siègent, en un tout-puissant directoire, les membres du politburo et du secrétariat.

Conclure de ce bref tableau de l'ère brejnévienne que tous les membres du parti se satisfaisaient de cet immobilisme et sombraient dans la concussion et la corruption serait une généralisation malhonnête et inepte. D'où viendraient alors les Gorbatchev, les Chevardnadze et les Eltsine ?

Même si nous avons encore peu d'informations sur cette période, il est aujourd'hui évident que le « système Brejnev » ne faisait pas

l'unanimité au sein du parti. Dans son ouvrage *Perestroïka*, Gorbatchev fait le commentaire suivant à propos d'un rapport relativement critique qu'il avait prononcé le 22 avril 1983 à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Lénine : « Une fois de plus, j'avais senti que mes réflexions rejoignaient le sentiment de mes collègues membres du parti et de tous ceux, fort nombreux, qui s'inquiétaient sérieusement de nos collègues, et voulaient sincèrement remédier à la situation. En effet, nombre de mes collègues membres du parti ressentent comme un besoin urgent de la nécessité de changements, d'un renouvellement de la société. Je dois cependant ajouter que tout le monde n'avait pas apprécié mon rapport, trouvant qu'il n'avait pas l'optimisme de rigueur à cette époque. » Ainsi, plusieurs années avant le lancement de la perestroïka, existait-il dans les hautes sphères du parti des personnes qui, avec Gorbatchev ou comme Gorbatchev, pensaient à une modification profonde du système, en parlaient entre elles, travaillaient peut-être à établir un bilan réel de la situation.

La perestroïka

Si l'on en croit notamment Eltsine, l'élection de Gorbatchev au poste de secrétaire général en mars 1985 fut d'ailleurs le résultat d'un large accord entre « andropoviens » (progressistes) et conservateurs comme Ligatchev, décidés à l'un pour éviter la victoire du candidat des brejnéviens (Victor Grichine). Jusqu'en 1987, personne dans le parti ne conteste ouvertement la politique de Gorbatchev. Celui-ci, à son arrivée au pouvoir, évite de brusquer les choses et n'ose pas s'attaquer directement à la réforme du parti. Il procède néanmoins à un renouvellement du personnel dirigeant, expulsant – en douceur – les membres de l'équipe Brejnev-Tchernenko, épurant le comité central (dès février 1986, 40 % des titulaires et 66 % des postulants étaient renouvelés), et réduisant l'appareil à tous les échelons (comité central, comités de région et de ville). En septembre 1988, il obtint du comité central la suppression de la plupart des départements qui, jusque-là, coiffaient les grands secteurs étatiques en matière de transports, d'énergie, d'industries chimiques...

Si spectaculaires qu'elles fussent, ces rotations et ces réductions de personnel, tout comme les transferts officiels de responsabilité du parti vers l'Etat, qui frappèrent l'Occident, ne donnèrent pas les résultats escomptés. La pesanteur des comportements anciens et, surtout, l'absence d'une définition claire et unanime du rôle du parti dans le nouveau contexte créé par la perestroïka annihilèrent une partie de ces efforts.

En dépit des déclarations officielles et des mesures prises, la

bureaucratie du parti continuait à vouloir tout gérer et tout dominer, refusant tout transfert effectif de responsabilité, tout partage de pouvoir avec un Etat autonome où les nouvelles organisations créées par la société civile.

Le projet gorbatchévien de faire table rase du passé et de construire un nouveau parti communiste dont le rôle ne serait plus de gérer, mais d'impulser les grandes orientations de l'Etat et de la société, un parti qui ne jouirait plus d'un monopole de droit, mais qui, par son dynamisme et sa souplesse, obtiendrait un monopole de fait, effraie le courant conservateur qui, à compter de 1987, ne cesse de se radicaliser, et de freiner – ouvertement et en coulisse – la perestroïka. La perte du glacis européen, l'indépendantisme des différentes Républiques, les audaces tous les jours plus grandes des partisans de réformes radicales aboutissent à réunir tous les mécontents en une coalition hétéroclite et totalement impuissante, comme le démontrera le putsch manqué d'août 1991. Un putsch dont le premier résultat fut de rendre totalement obsolète le projet de rénovation du PCUS – que, jusque-là, Gorbatchev semblait encore croire possible – et de conduire à la dissolution pure et simple de l'organisation léniniste. Si le bilan du PCUS apparaît globalement négatif, il ne faudrait toutefois pas, sous l'émotion du putsch, oublier que ce parti a, durant des années, porté l'espoir de millions d'hommes en URSS et dans de nombreux pays ; ne pas oublier non plus que si ce parti a incontestablement la responsabilité entière du putsch, s'il a soutenu servilement Lénine, Staline et Brejnev, il a aussi engendré Khrouchtchev, Gorbatchev et Eltsine... Corps beaucoup plus composite et vivant qu'on ne l'a cru, le PCUS mérite de la part des historiens une radiographie beaucoup plus fine et nuancée que les monographies existantes.

► Jean-François Soulet, historien, est l'auteur de *La Mort de Lénine, l'Implosion des systèmes communistes*, Armand Colln, 1991.

